

Province de Luxembourg
Arrondissement de VIRTON

Du registre aux délibérations du **Conseil Communal** de cette commune,
a été extrait ce qui suit :

COMMUNE DE
6767 ROUVROY

SEANCE DU **13 novembre 2007**

Rue du 8 Septembre 41
6767 DAMPICOURT
Tél. 063/58.86.60
Fax 063/58.86.73

PRESENTS : **M. Stéphane HERBEUVAL, Bourgmestre-Président ;**
Mmes ~~Christine BERGMANN~~, Carmen RAMLOT,
Cécile DUCARME-GILLET, Echevines ;
MM. ~~Francis SCHMITZ, Josy LEPERE~~, Michel
ANDRIANNE, André BRACKMAN, Patrick SAUSSUS,
Conseillers ;
~~M. Yvan LECERE, Président du C.P.A.S. ;~~
Mme Martine NAHANT, Secrétaire Communale.

Nos réf. : SH/MN/mr/29.10.07/166.

OBJET : Règlement de police relatif à la sûreté, la propreté, la salubrité et la tranquillité publiques.

Considérant qu'il convient, dans un but d'uniformité, d'arrêter un règlement de police relatif à la sûreté, la propreté, la salubrité et la tranquillité publiques commun à toutes les communes faisant partie de la Zone de Police de Gaume, Rue l'Enclos 126 à 6740 ETALLE ;

Sur proposition du Conseil de Police de la Zone de Police de Gaume ;

Le Conseil Communal, *par 4 voix pour,*

2 voix contre (A. BRACKMAN : « comme il ne sera pas appliqué, je dis non » ; M. ANDRIANNE : « trop contraignant »),

ABROGE :

- l'ordonnance de police sur la divagation des chiens (Conseil Communal du 14 juillet 1978) ;
- le règlement communal de propreté et salubrité publiques (Conseil Communal du 20 décembre 1978) ;
- l'autorisation à donner au Collège d'ester en justice pour des dépôts sauvages (Conseil Communal du 07 octobre 1983) ;
- le règlement communal pour l'ordre et la tranquillité publiques ainsi que pour prévenir toute forme de vandalisme dans les bâtiments scolaires communaux, les aires récréatives et aux abords de ces bâtiments (Conseil Communal du 29 novembre 2000) ;

ARRÊTE, comme suit, le règlement de police relatif à la sûreté, la propreté, la salubrité et la tranquillité publiques :

REGLEMENT DE POLICE RELATIF A LA SURETE, LA PROPRETE, LA SALUBRITE ET LA TRANQUILLITE PUBLIQUES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE ROUVROY

CHAPITRE I : DISPOSITIONS PRELIMINAIRES.

Article 1

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

Voie publique : la partie du territoire de la commune, affectée en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous, dans les limites prévues par les lois, les arrêtés et les règlements.

- Elle s'étend en outre, dans les mêmes limites légales et réglementaires, aux installations destinées au transport et à la distribution de matières, d'énergie et de signaux.
- Elle comporte entre autres : les voies de circulation, y compris les accotements et les trottoirs.
- Espace public : la voie publique, les terrains ouverts au public (parcs, jardins publics, plaines et aires de jeux, places, ...), les terrains non publics mais ouverts à un certain nombre de personnes (parkings de surfaces commerciales, parkings payants ou non, ...).
- Lieu public : tout endroit accessible au public, notamment l'espace public, les débits de boissons, les hôtels, auberges, restaurants, lieux de divertissements, magasins, transports en commun, gares, édifices publics ...
- Camp de vacances : le séjour sur le territoire de la commune de Rouvroy à l'intérieur ou à l'extérieur des localités, d'un groupe de plus de cinq personnes pour une durée d'au moins deux jours :
- dans des bâtiments ou parties de bâtiments qui servent à cette fin ;
 - en bivouac, sous tentes ou sous abris quelconques, non soumis au Décret du 04 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning.

Terrasse : toute surface extérieure, aménagée ou non, destinée à la consommation des produits vendus par l'établissement qui l'exploite.

Article 2

Le contenu du présent règlement concerne les matières relevant des missions de la commune en vue de faire jouir ses habitants des avantages d'une bonne police notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les lieux publics.

Article 3

§1. Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune. Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

§2. Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

En cas d'infraction aux prescriptions contenues dans l'acte d'autorisation, l'autorisation ou la permission est retirée de plein droit, sans préavis et sans qu'il soit dû par la commune une quelconque indemnité.

§3. Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet :

- une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question ;
- une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.

Dans les deux cas, il doit être exhibé à toute réquisition de la police ou des agents désignés pour la recherche des infractions au présent règlement.

§4. La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

Article 4

Quand la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publique sont compromises par des situations ayant leur origine dans des propriétés privées, le Bourgmestre prend les arrêtés qui s'imposent.

Les propriétaires, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque concernés par ces arrêtés doivent s'y conformer.

En cas de refus ou de retard d'exécution des mesures prescrites par lesdits arrêtés, ainsi que dans les cas d'impossibilité de les notifier aux intéressés, le Bourgmestre pourra y faire procéder d'office, aux risques et périls des défaillants, lesquels seront tenus solidairement aux frais.

Article 5

La personne qui ne respecte pas le prescrit des dispositions du présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter.

Article 6

Toute personne se trouvant dans un lieu public doit se conformer immédiatement à toute injonction ou réquisition des représentants de l'ordre, données en vue de :

1. faire respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements ;
2. maintenir la sécurité et la commodité du passage sur la voie publique ;
3. faciliter la mission des services de secours et l'aide aux personnes en péril.

Cette obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsque le représentant de l'ordre y est entré sur invitation des habitants ou dans les cas d'incendie, d'inondation ou d'appel au secours.

CHAPITRE II : DE LA SURETE ET DE LA COMMODITE DU PASSAGE.

Section 1 : Des manifestations et/ou rassemblements.

Article 7

Est interdite, sauf autorisation écrite du Bourgmestre, toute manifestation, tout rassemblement ou cortège de quelque nature que ce soit sur l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au Bourgmestre au moins 30 jours calendrier avant la date prévue.

Le Bourgmestre fixe dans son arrêté d'autorisation les conditions propres à maintenir la sûreté ou la commodité du passage.

Article 8

Tout bénéficiaire de l'autorisation visée à l'article 7 est tenu d'observer les conditions énoncées dans l'arrêté d'autorisation.

Article 9

Tout participant à un rassemblement sur l'espace public est tenu d'obtempérer aux injonctions de la Police destinées à préserver ou rétablir la sûreté ou la commodité du passage.

Article 10

En cas d'infractions aux articles 7 à 9, le Bourgmestre ou, en cas d'urgence ou d'empêchement, un officier de police administrative, prendront les mesures de police administratives appropriées, sans préjudice des poursuites pénales.

Section 2 : De l'utilisation privative de l'espace public.

Sous-section 1 : Généralités.

Article 11

Est interdite, sauf autorisation écrite de l'autorité communale compétente, toute utilisation privative de l'espace public au niveau du sol, au-dessus ou en dessous de celui-ci, de nature à porter atteinte à la sûreté ou à la commodité du passage.

Article 12

Tout bénéficiaire de l'autorisation prévue à l'article 11 est tenu d'observer les conditions énoncées dans l'arrêté d'autorisation.

Article 13

Il est interdit d'occuper l'espace public dans un but publicitaire avec voitures, charrettes, remorques, tables ou tout autre objet constituant une entrave à la circulation ou compromettant la sécurité ou la commodité du passage sans autorisation du Bourgmestre.

Sous-section 2 : Du placement de terrasses.

Article 14

L'occupation de l'espace public par une terrasse pour une période inférieure à une année est soumise à autorisation préalable et écrite du Collège communal. Pour toute durée supérieure à une année, la demande devra être soumise à l'autorisation préalable et écrite du Conseil Communal.

Article 15

En aucun cas, la terrasse ne peut empiéter sur les trottoirs voisins ou, à défaut, le long des propriétés voisines sauf accord préalable et écrit des voisins et du Collège communal et dans ce cas, à titre précaire.

Article 16

La terrasse ne peut être construite au-dessus des accès aux branchements et canalisations en voirie, sauf si ces accès peuvent être atteints aisément en permanence et sont signalés de manière visible.

Article 17

Les terrasses doivent être maintenues dans un état de propreté correct par l'exploitant. Aucun marquage au sol ne peut être exécuté par celui-ci, afin de délimiter l'espace.

Article 18

L'autorisation visée à l'article 14 pourra toujours, sans que l'impétrant puisse de ce chef réclamer aucune indemnité, être retirée par décision motivée de l'autorité qui l'a délivrée ou, en cas d'urgence, du Bourgmestre ou de son délégué :

- a) pour des raisons techniques, telles que par exemple la nécessité d'accéder à des équipements de service public, l'exécution des travaux à la voirie ;
- b) si l'impétrant en abuse manifestement ou n'en respecte pas les conditions ;
- c) si les installations et/ ou constructions autorisées, ne sont pas perpétuellement maintenues en parfait état de propreté.

Article 19

L'autorisation visée à l'article 14 ne sera valable que pour l'année de la demande et pour une période comprise entre la veille de Pâques et le 31 octobre ou au plus tard du 1^{er} avril jusqu'au 31 octobre. Toute demande devra être renouvelée chaque année.

Article 20

La terrasse devra être démontée et enlevée dans les trois jours après la date d'échéance, rendant ainsi à l'espace public son aspect initial. Si l'espace public n'a pas été remis dans son pristin état, cela pourra être fait par la commune et ce, aux frais de l'utilisateur.

Article 21

Les bénéficiaires d'une autorisation sont tenus d'évacuer le mobilier à la première requête de l'autorité communale.

Article 22

Les bénéficiaires d'une autorisation sont tenus de respecter toutes les prescriptions indiquées dans l'arrêté d'autorisation et qui sont de nature à assurer la commodité de passage ainsi que la sécurité et la salubrité publique.

Sous-section 3 : Du placement d'étals, étaques, présentoirs automatiques et autres objets ou obstacles.

Article 23

L'implantation d'étals, étalages, présentoirs, distributeurs automatiques et autres objets ou obstacles est interdite sur les chaussées ouvertes à la circulation. Cette interdiction pourra être suspendue par le Collège communal à l'occasion de braderies commerciales, fêtes ou foires et pour les commerces devant lesquels le trottoir n'est pas suffisamment large pour cette implantation moyennant autorisation écrite du Collège communal et après avis du service incendie de la Commune de Virton.

Article 24

L'autorisation prévue à l'article 23 précisera notamment :

- la durée de l'installation ;
- la date de démontage et d'enlèvement afin de rendre à l'espace public son aspect initial.

Cette autorisation ne sera valable que pour l'année de la demande et pour une période comprise entre la veille de Pâques et le 31 octobre ou au plus tard à partir du 01 avril jusqu'au 31 octobre. Toute demande devra être renouvelée chaque année.

Article 25

Les étals, étalages, présentoirs, distributeurs automatiques ou autres objets ou obstacles installés sur les trottoirs doivent être disposés de telle façon qu'il existe un passage libre pour les piétons.

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, il est défendu de suspendre à travers la voie publique des calicots, banderoles ou drapeaux sans l'autorisation du Collège communal.

Section 3 : Des travaux ou dépôts sur la voie publique.

Article 26

Nul ne peut entreprendre des travaux ou déposer des matériaux ou engins sur la voie publique, sans y avoir au préalable été autorisé par l'autorité communale compétente.

Si la réalisation des travaux nécessite par l'entrepreneur ou le maître d'ouvrage l'occupation d'emplacements sur la voie publique en bordure du chantier, les panneaux adéquats prévus par le Code de la circulation routière sont placés par le requérant, à ses frais, risques et périls, conformément aux prescriptions des lois, décrets, règlements, arrêtés et de la permission précaire délivrée préalablement par l'autorité communale.

Article 27

Quiconque aura procédé à l'exécution de travaux ou entreposé des matériaux sur la voie publique, est tenu de remettre celle-ci dans l'état où elle se trouvait avant ces travaux, immédiatement après la fin des travaux ou de l'occupation de la voie publique. A défaut de le faire dans le délai fixé par l'autorisation, il y sera procédé d'office aux frais du contrevenant.

Tous travaux exécutés au niveau, au-dessus ou en dessous du sol d'une voie publique devra, sauf en cas d'urgence ou de force majeure, faire l'objet d'un état des lieux préalable par les services techniques communaux. A cet effet, le maître de l'ouvrage ou son entrepreneur adressera une déclaration écrite au Collège communal, quinze jours au moins avant le début des travaux.

Article 28

L'installation d'un échafaudage ou enclos sur la voie publique, est soumise à autorisation préalable du Collège communal.

Article 29

Sans préjudice des dispositions légales qui régissent la circulation routière, l'autorisation visée à l'article 26 peut prescrire toute mesure adéquate de nature à garantir la sécurité et la commodité du passage. Elle est délivrée pour la durée normale du chantier et peut être retirée en cas d'interruption prolongée et injustifiée de celui-ci. A l'échéance de sa validité, elle sera renouvelée, le cas échéant, de mois en mois.

Article 30

Tout entreposage de bois sur l'accotement, le long d'un chemin public, doit faire l'objet d'une demande préalable adressée par écrit au Collège communal, précisant les dates du dépôt.

Tous les travaux forestiers (coupes, débardages, ...) entraînant l'utilisation des chemins publics et/ou privés accessibles au public doivent faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par l'autorité communale compétente sur base d'une demande écrite.

Article 31

Les dépôts ne pourront être établis à moins de un mètre du bord de la chaussée ni entraver la circulation des usagers. Ils devront être signalés conformément aux dispositions du Code de la route. Ils ne pourront en aucun cas être établis dans les virages. Les dépôts le long des chemins pourvus de fossés permettant l'écoulement des eaux seront obligatoirement posés sur des traverses.

Article 32

Les bois ne pourront rester sur place que le temps nécessaire à l'exploitation et, sauf dérogation accordée par le Collège communal, devront être enlevés dans les soixante jours après la vidange de la coupe.

Article 33

A l'expiration de l'autorisation, les lieux seront remis en état. A défaut, il y sera pourvu aux frais du contrevenant.

Article 34

Toute personne occasionnant des dommages à l'espace public à l'occasion d'abattage de bois, de débardage, de déchargement, ou chargement de bois, sera tenu de remettre les lieux en l'état et de dédommager, le cas échéant, le ou les préjudiciés.

Article 35

Les câbles, canalisations, bornes repères électriques et RTT, égouts et couvercles égouts doivent demeurer immédiatement accessibles.

Section 4 : Des travaux affectant les trottoirs.

Article 36

En cas de travaux aux constructions riveraines, toutes dispositions seront prises pour assurer la sécurité des piétons, tant côté chantier que côté voirie.

Le détournement du flux piétonnier, qu'il soit consécutif aux travaux eux-mêmes, à la présence d'un échafaudage, d'un dépôt autorisé de matériaux ou matériels ou qu'il résulte de la démolition pure et simple du trottoir, entraînera pour le responsable du chantier, outre le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 07 mai 1999 relatif à la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique, l'obligation de pourvoir à la continuité du passage des piétons par une voie sûre et commode d'au moins 1 mètre de largeur libre.

A ces fins, il pourra être contraint d'installer un couloir provisoire empiétant sur les parkings ou la chaussée et qui sera, selon des directives complémentaires édictées par les services de police ou des travaux communaux, dûment protégé, signalé et éclairé.

Article 37

Toute tranchée ou excavation à ouvrir dans un trottoir ou accotement, de même que la construction, démolition et reconstruction d'un trottoir par un particulier sont soumises à autorisation préalable du Collège communal, le service des travaux de la Commune de Rouvroy entendu.

Section 5 : De l'exécution de travaux en dehors de la voie publique.

Article 38

Sont visés par les dispositions de la présente section, les travaux exécutés en dehors de la voie publique et qui sont de nature à la souiller ou à nuire à la sûreté ou à la commodité du passage.

Article 39

L'entrepreneur et le maître de l'ouvrage doivent se conformer aux directives reçues des services techniques communaux et de la police, en vue d'assurer la sécurité et la commodité du passage sur la voie publique attenante et notamment leur communiquer, vingt jours ouvrables au préalable, la date de début du chantier.

Article 40

Les remblais ne peuvent contenir aucune matière putrescible ou insalubre.

Article 41

Les travaux qui sont de nature à répandre de la poussière ou des déchets sur les propriétés voisines ou sur la voie publique ne peuvent être entrepris qu'après l'établissement d'écrans imperméables.

L'évacuation des décombres, débris, de nature à répandre la poussière sur la voie publique ou sur les propriétés voisines devra être réalisée à l'aide de moyens techniques adéquats.

Article 42

Il est interdit de jeter ou d'entreposer des décombres sur la voie publique, en dehors de l'enclos, ainsi que dans les conduits destinés à l'évacuation des eaux pluviales ou usées ou dans les cours d'eau. L'entrepreneur est tenu d'arroser les ouvrages à démolir et les décombres, de manière à limiter au maximum la production de poussières. Lorsque la voirie est souillée du fait des travaux, l'entrepreneur est tenu de la remettre en parfait état de propreté. A défaut, il y est procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 43

Les travaux sont commencés immédiatement après avoir pris les mesures de sécurité appropriées et sont poursuivis sans interruption de manière à être achevés dans les plus brefs délais. Le maître de l'ouvrage est tenu d'aviser l'administration communale et de veiller à la remise en état des lieux en leur état primitif.

Article 44

En cas de construction, de transformation, de démolition totale ou partielle d'un bâtiment, la protection des immeubles voisins doit être assurée par des procédés appropriés garantissant la salubrité et la sécurité publique ainsi que la commodité du passage.

Article 45

Les conteneurs, les échafaudages et les échelles prenant appui sur la voie publique ou suspendus au-dessus d'elle doivent être établis de manière à prévenir tout dommage aux personnes et aux biens et à ne pas gêner la circulation des usagers.

Article 46

Il est interdit d'installer, sur la voie publique, des appareils de manutention, d'élévation ou autres engins de chantier en ce compris les containers de chargement sans l'autorisation du Collège communal.

Article 47

Les câbles, canalisations, bornes repères électriques et RTT, égouts et couvercles égouts doivent demeurer immédiatement accessibles.

Section 6 : De l'entretien des plantations, des haies et des terrains.

Article 48

Tout occupant d'un immeuble est tenu de veiller à ce que les plantations soient émondées de façon telle qu'aucune branche :

- ne fasse saillie sur la voie carrossable à moins de quatre mètres et demi au-dessus du sol ;
- ne fasse saillie sur l'accotement ou sur le trottoir à moins de deux mètres et demi au-dessus du sol.

Il est en outre tenu d'obtempérer aux mesures complémentaires prescrites par le Collège communal.

Dans les virages masqués et jonctions de rues, routes, chemins et chaussées, la hauteur maximum des haies doit être ramenée à un mètre sur une étendue suffisante pour qu'elles puissent être ni une cause d'accident, ni une gêne pour la circulation.

Article 49

L'occupant ou à défaut le propriétaire de la propriété sur laquelle sont plantées des haies vives, devront tailler jusqu'à un mètre de hauteur au maximum, à 10 mètres de part et d'autre des virages et carrefours lesdites haies, afin d'assurer une bonne visibilité aux usagers de la voie publique. Si les haies sont plantées sur un talus, elles devront être taillées de façon à ne gêner en aucune manière la visibilité des usagers de la voie publique, de part et d'autre des virages et carrefours.

Article 50

Tout terrain doit être entretenu de façon à ne nuire en rien aux parcelles voisines (herbe en graines, végétation sauvage, arbre non taillé, chardons, dépôts de toutes sortes...).

En agglomération ou zone habitée, les propriétaires de parcelles de terrains incultes, non bâties ou non affectées au pâturage, devront maintenir celles-ci dans un état de propreté décent.

Article 51

Les dispositions de la présente section ne préjudicient en rien des dispositions du code rural.

Section 7 : Des activités incommodantes ou dangereuses, des collectes et démarchages.

Article 52

Il est interdit à la clientèle des surfaces commerciales, d'abandonner les caddies sur l'espace public et de toute manière, en dehors des limites de centres commerciaux. Les exploitants sont tenus de prendre toutes mesures propres à garantir le respect de la présente disposition, ils sont tenus en outre d'assurer l'identification des caddies.

Article 53

L'usage de trottinettes, de patins à roulettes ou de planches à roulettes n'est autorisé qu'à la condition de veiller à ne pas compromettre la sécurité des piétons, la commodité de passage ou l'intégrité des équipements publics. Le conseil communal peut cependant l'interdire aux endroits qu'il détermine. Il portera cette interdiction à la connaissance des usagers par le placement de pictogrammes représentant les engins interdits dans un cercle rouge.

Article 54

Sauf autorisation du Bourgmestre, les collectes sont interdites sur l'espace public et dans les lieux publics. La demande d'autorisation doit être introduite dans un délai de 30 jours calendrier précédant l'activité. Les titulaires d'une autorisation délivrée par une autorité provinciale, régionale, communautaire ou fédérale habilitée à la délivrer ne sont pas soumis au présent article.

Article 55

Est interdite la vente et l'offre en vente, ainsi que la distribution gratuite, sur l'espace public, de produits et objets divers, à moins que cette vente, offre en vente ou distribution, ne se fasse à un endroit précisé par le Collège communal, sous le couvert d'une autorisation ou d'une concession domaniale.

Les titulaires d'une autorisation délivrée par une autorité provinciale, régionale, communautaire ou fédérale habilitée à la délivrer ne sont pas soumis au présent article.

Section 8 : Des trottoirs et des accotements.

Article 56

Les riverains doivent maintenir le trottoir ainsi que les accotements bordant leur immeuble bâti ou non, en parfait état de conservation et de propreté et de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité et la commodité de passage des usagers.

A défaut, il y est procédé d'office et à leurs frais, risques et périls.

Article 57

Le transport, la manipulation, le chargement, le déchargement ou le stationnement d'objets quelconques sur la voie publique doivent être effectués en prenant soin de ne pas obliger les piétons à quitter le trottoir ou de ne pas les incommoder autrement.

Article 58

Il est interdit au conducteur de tout véhicule de compromettre la sécurité et la commodité du passage des usagers des trottoirs et accotements ou encore de favoriser la dégradation ou la salissure de ceux-ci en s'y trouvant à l'arrêt ou en stationnement aux endroits non autorisés.

Section 9 : De la circulation des animaux, de la divagation et de la détention d'animaux nuisibles

Article 59

Il est interdit au détenteur d'un animal de le laisser circuler sur l'espace public sans prendre les précautions nécessaires pour l'empêcher de porter atteinte à la sûreté ou à la commodité du passage.

Article 60

Il est interdit aux propriétaires ou détenteurs de chiens de laisser errer ceux-ci sans surveillance en quelque lieu que ce soit (voies publiques, champs, terres etc.). Cette interdiction s'applique à tout le territoire de la commune.

Article 61

Dans la partie agglomérée de la commune y compris dans les parcs, jardins et squares publics, les chiens doivent être tenus en laisse. Dans les cimetières et les cours de récréation des écoles, leur présence est interdite.

Article 62

A l'exception de ceux utilisés par les services de secours et de sécurité, le port de la muselière est obligatoire pour tout chien, qui se trouve ou circule dans tout lieu public ou privé accessible au public, pouvant constituer un danger potentiel pour son propriétaire ou pour autrui, en raison de ses attitudes comportementales et/ou caractérielles agressives, ou de sa sélection ou d'antécédents agressifs dont il aurait fait preuve.

Lorsque le propriétaire, détenteur ou gardien d'un chien visé à l'alinéa précédent néglige de donner une suite immédiate et efficace aux injonctions des services de police quant à la garde de l'animal et que celui-ci présente ou a présenté une menace pour un tiers, le chien pourra être saisi administrativement aux frais du propriétaire, détenteur ou gardien. Le chien potentiellement dangereux sera dirigé vers un refuge ou tout autre endroit propre à l'accueillir. La récupération du chien par le propriétaire, détenteur ou gardien n'est autorisée que :

- moyennant identification préalable du chien ;
- un avis favorable d'un vétérinaire ;
- le paiement des frais de saisie, d'hébergement et de vétérinaire.

Si le chien représente un danger grave pour la sécurité publique, il sera euthanasié aux frais du contrevenant sur ordre du Bourgmestre.

Article 63

Tout détenteur d'un chien pouvant constituer un danger potentiel pour son propriétaire ou pour autrui, en raison de ses attitudes comportementales et/ou caractérielles agressives, ou de sa sélection ou d'antécédents agressifs dont il aurait fait preuve, est tenu de clôturer sa propriété de barrières ou de tout dispositif suffisant pour empêcher que ses chiens ne s'échappent sur la voie publique ou les propriétés voisines.

Article 64

Tout chien se trouvant sur la voie publique ou dans un lieu public, ou circulant à travers champs ou bois, doit pouvoir être identifié. Tout chien non identifié sera considéré comme errant.

Article 65

Il est interdit de faire circuler sur l'espace public, des animaux sauvages et d'agrément au sens de la législation sur la protection des animaux, sans autorisation du Bourgmestre et sans avoir pris au préalable toutes les mesures utiles pour rester maître desdits animaux et éviter les accidents ou toute nuisance.

Article 66

Les chiens trouvés errants en contravention des articles 59, 60, 61, 63 et 64 seront mis dans un refuge pour animaux aux frais des propriétaires ou détenteurs, lesquels pourront les réclamer endéans les 48 heures de leur capture. Passé ce délai, ils pourront être remis à une association de protection d'animaux.

Article 67

Il est interdit sur l'espace public :

1. d'abandonner des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un danger ou une incommodité pour les personnes ou pour les animaux eux-mêmes. Cette disposition est également applicable dans les parkings publics ;
2. d'exciter son chien à l'attaque ou à l'agressivité, de l'inciter ou de le laisser attaquer ou poursuivre des passants, même s'il n'en est résulté aucun mal ou dommage.

Article 68

Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnellement ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux :

- n'incommodent pas le voisinage de quelque manière que ce soit, notamment par des aboiements intempestifs et répétitifs ou par des divagations sur la propriété d'autrui;
- n'endommagent pas les plantations ou autres objets se trouvant tant sur l'espace public que sur terrain privé.

Article 69

Tout propriétaire ou détenteur de chiens est tenu au nettoyage des déjections laissées par son animal.

Section 10 : Chemins agricoles et forestiers – Aires de débardage.

Article 70

Tout exploitant forestier ou autre, utilisant des engins en rapport avec l'exploitation forestière (engins de débardage ou de transport ...) et empruntant des chemins communaux quels qu'ils soient est tenu, au moins une semaine à l'avance, d'avertir l'Administration Communale en vue d'obtenir une autorisation préalable et écrite et de solliciter un état des lieux contradictoire des chemins du domaine privé ou public communal empruntés.

Article 70 bis

Tout exploitant forestier ou autre qui utilisera la voirie communale quelle qu'elle soit ou ses accotements ou les aires de débardages aménagées pour y effectuer soit des dépôts de bois ou autres matières, soit un débardage, du chargement ou du transport de bois est tenu :

- au moins une semaine avant le début des travaux, d'avertir l'Administration Communale en vue d'obtenir une autorisation préalable et écrite ;
- de solliciter un état de lieux contradictoire des chemins du domaine privé ou public communal utilisés ;
- dès le début des travaux, immatriculer ses dépôts en posant, bien en vue, des plaques portant lisiblement ses nom et adresse ;

- protéger le gabarit des fossés existant en utilisant, par exemple, de solides gâtes s'appuyant sur l'accotement et sur le talus adjacent, et ce, afin de ne pas entraver l'écoulement normal des eaux de ruissellement ;
- de ne faire aucune découpe sur la voirie.

Article 70 ter

Tout exploitant forestier ou autre qui aura emprunté, occupé ou utilisé le domaine communal sans avoir sollicité un état des lieux sera censé avoir trouvé celui-ci en bon état.

Article 70 quater

Tout exploitant forestier ou autre, devra, avant d'emprunter, occuper ou utiliser le domaine communal, déposer entre les mains du receveur une caution qui sera fixée par l'autorité communale compétente.

Tout exploitant forestier ou autre qui aura emprunté, occupé ou utilisé le domaine communal sera tenu de remettre celui-ci dans l'état dans lequel il se trouvait initialement.

A défaut de satisfaire à cette obligation dans le délai fixé par l'autorisation délivrée par l'Administration Communale, il y est procédé d'office aux frais du contrevenant.

Article 71

Les dépôts de bois ne pourront rester sur place que le temps strictement nécessaire à l'exploitation envisagée. Les bois devront être enlevés au maximum soixante jours après la fin de la vidange de la coupe. A défaut, les bois seront réputés à l'abandon et seront enlevés à la diligence du Collège et acquis d'office à l'Administration Communale au frais, risques et périls du contrevenant qui pourra être contraint au remboursement de la dépense sur simple état dressé par le Collège Communal.

Article 71 bis

A titre de disposition transitoire, les dépôts de bois d'exploitation forestière existant au jour de l'entrée en vigueur du présent règlement seront enlevés dans les trois mois.

Article 71 ter

Il est interdit de traîner des bois, machines ou matériaux sur les chaussées et chemins en dur, sauf autorisation préalable à solliciter auprès du Collège Communal.

Les routes chemins, fossés et accotements ne peuvent servir, en aucun cas de place de manœuvre pour les machines lors des travaux agricoles.

Articles 72

Sans préjudice de tous droits de propriété de la Commune sur l'assiette réelle des chemins, il est interdit de labourer, d'implanter une clôture ou d'entreposer du bois provenant ou non d'une coupe exploitée à moins d'un mètre de la partie aménagée d'une chaussée empierrée ou asphaltée et en veillant à ne créer aucune entrave à l'utilisation normale de la voirie.

En cas d'impossibilité, dûment constatée, il pourra être dérogé à cette règle moyennant autorisation à solliciter auprès du Collège Communal et placement d'une signalisation conforme aux prescriptions du code de la route. Dans tous les cas, une largeur de chemin d'au moins trois mètres devra être laissée libre pour le passage des autres usagers.

Tout dégât occasionné aux accotements ou à l'assiette du chemin sera réparé aux frais du contrevenant selon les modalités de l'article 70 quater. En ce qui concerne les chemins à l'état naturel (terre), l'alignement sera, au besoin, indiqué par le Collège.

Article 73

En présence de certaines conditions climatiques (fortes pluies, dégel, ...) sur les chemins communaux forestiers ou agricoles susceptibles de dégradations conséquentes, le Bourgmestre pourra interdire le passage des véhicules certains jours (transport, débardage, etc....) ou limiter le tonnage des transports empruntant ces chemins.

Une signalisation adéquate sera installée à cet effet.

Section 11 : Cours d'eau et berges

Article 74

Il est interdit de mettre à l'eau des kayaks ou embarcations quelconques, d'embarquer ou de débarquer au départ de terrains jouxtant les cours d'eau de toutes catégories, sauf aux endroits spécialement aménagés et dûment signalés à cet effet.

Article 75

Lorsque ces cours d'eau sont pourvus d'échelles graduées placées à cette fin par l'administration compétente, il est interdit de mettre un kayak ou toute autre embarcation à l'eau lorsque le niveau de l'eau est inférieur à celui indiqué par ces échelles pour permettre la navigation.

Section 12 : Du nettoyage et de la voirie

Article 76

1. Tout riverain est tenu de nettoyer ou de faire nettoyer l'entièreté de la portion de trottoir, d'accotement et de rigole se trouvant en regard de son immeuble bâti ou non, d'enlever ou de faire enlever les végétaux qui y croissent, afin d'assurer la propreté, la salubrité et la sûreté de la voie publique, sous réserve d'autres dispositions réglementaires.
2. Les riverains doivent de même veiller à l'évacuation des matières provenant de l'opération visée au 1° ; ces matières pourront être déposées dans les conteneurs ou sacs mis à l'enlèvement sans préjudice des dispositions applicables sur le territoire communal ayant trait à la collecte des déchets ménagers et des déchets assimilés.
3. Dans les voies piétonnes, les riverains sont tenus de nettoyer la portion de l'espace public faisant front au bien qu'ils occupent ; cette obligation de nettoyage est limitée à la moitié de la largeur de la voie piétonne si cette largeur est inférieure à six mètres et à trois mètres si cette largeur est supérieure à six mètres. Ce nettoyage ne peut avoir lieu entre 10 heures et 18 heures.

Les personnes tenues d'exécuter les obligations prévues par le présent article sont responsables du dommage qui pourrait résulter de leur négligence (*articles 1382 et suivants du Code Civil*).

Article 77

L'obligation de nettoyage mentionnée à l'article 76 incombe, pour chaque immeuble, au principal occupant.

Si l'immeuble est occupé à la fois par le propriétaire ou l'usufruitier et par un ou plusieurs locataires, le propriétaire ou l'usufruitier est considéré comme étant le principal occupant.

Si l'immeuble est occupé par un locataire principal et des sous-locataires, l'obligation incombe au locataire principal.

Si parmi les différents locataires, aucun ne peut être considéré comme principal occupant, l'obligation reste à charge du propriétaire.

Si l'immeuble n'est pas loué, l'obligation est également à charge du propriétaire ou de l'usufruitier.

Quant aux établissements et édifices appartenant à des personnes morales, l'obligation incombe aux concierges, portiers, gardiens et personnes d'entretien desdits établissements. En l'absence ou à défaut de tels préposés, l'obligation incombe à celui qui a la direction de l'établissement.

Dans le cas d'immeubles à appartements multiples comportant plusieurs propriétaires, l'obligation est à charge du syndic, à moins que le règlement de copropriété n'en dispose autrement.

Si le rez-de-chaussée d'un immeuble est à usage de bureau ou de commerce, l'obligation de nettoyage revient à l'occupant – locataire, gérant ou propriétaire de ce niveau.

Article 78

Il est interdit :

1. de déposer, de déverser, de jeter ou de laisser délibérément s'écouler dans les égouts, tous déchets solides ou liquides de quelque nature que ce soit et qui ne peuvent constituer des eaux usées au sens du décret du 07 octobre 1985 modifié par le décret du 23 octobre 1994 relatif à la protection des eaux de surfaces tels que peintures, solvants, huiles de vidange, graisses animales, déchets verts, mais également laitance de mortier ou béton ;
2. de dégarnir les joints de pavage soit en se servant de jets d'eau trop puissants ou mal dirigés soit en se servant d'outils ;
3. d'enlever les sables ou mortiers destinés à nourrir les joints du pavage lors des remises ou réparations du revêtement.

Article 79

Les exploitants des friteries et autres vendeurs de marchandises à consommer sur place ou dans les environs immédiats veilleront à assurer la propreté de l'espace public aux abords de leurs établissements qu'ils nettoieront régulièrement.

En outre, ils y installeront au minimum une poubelle et veilleront à la vider aussi souvent que nécessaire. Ces poubelles ne pourront être ancrées dans le sol.

Avant de fermer leur établissement, ils devront évacuer tous les déchets et éliminer toutes les souillures engendrées par leur activité.

Ces dispositions s'appliquent tant aux commerces ambulants ou échoppes qu'aux commerces installés à demeure, tels que friterie et commerces de restauration rapide.

Les personnes tenues d'exécuter les obligations prévues par le présent article sont responsables du dommage qui pourrait résulter de leur négligence.

Section 13: Des mesures prescrites en temps de neige et de verglas.

Article 80

1. Après chaque chute de neige, les riverains, au sens donné à ce terme aux articles 76 et 77 du présent règlement, enlèveront sans délai sur une largeur d'un mètre le long des façades la neige accumulée sur les trottoirs et accotements longeant leur propriété.

La neige sera entassée à l'extrémité du trottoir ou de l'accotement le long de la chaussée ; lorsque la largeur du trottoir est insuffisante, la neige doit être entassée sur la chaussée, le long du trottoir et à la limite des propriétés. Elle ne pourra en aucune manière obstruer les rigoles et les avaloirs de voirie. En outre, en face de chaque habitation, une ouverture devra être pratiquée dans l'amoncellement de neige pour permettre l'accès à la chaussée.

Il est interdit à tout riverain de rejeter la neige, sur les parties déneigées de la chaussée, telle que définie dans le code de la route.

2. Par temps de gel, il est interdit de laver les voiries et les trottoirs ou d'y répandre de l'eau.

Les personnes tenues d'exécuter les obligations prévues au présent article sont responsables du dommage qui pourrait résulter de leur négligence (articles 1382 et suivants du Code Civil).

Article 81

Lorsque le verglas ou la neige gelée ou durcie rendent la circulation difficile, les riverains doivent répandre sur les trottoirs ou accotements qui bordent leurs demeures, propriétés ou commerces, un produit abrasif tel que cendrées, laitier granulé, scories ou un produit fondant tel que le chlorure de sodium ou le chlorure de calcium. Le fait de casser la glace avec le tranchant d'une pelle ou avec tout instrument contondant ne peut en aucun cas laisser des traces de coups dans le dallage.

Les personnes tenues d'exécuter les obligations prévues au présent article sont responsables du dommage qui pourrait résulter de leur négligence (*articles 1382 et suivants du Code Civil*).

Article 82

Lors du dégel, les riverains doivent assurer, devant leurs demeures ou propriétés, le dégagement des rigoles et avaloirs afin de permettre l'écoulement normal des eaux résultant de la fonte des neiges et glaçons. En outre, ceux-ci doivent prendre les mesures nécessaires pour enlever les glaces se trouvant sur les trottoirs ou accotements devant leurs demeures ou propriétés.

Les personnes tenues d'exécuter les obligations prévues au présent article sont responsables du dommage qui pourrait résulter de leur négligence (*articles 1382 et suivants du Code Civil*).

Article 83

Dans les différents cas prévus aux articles 80, 81 et 82, les riverains se conformeront aux injonctions / réquisitions formulées par la police et ce, dans l'intérêt de la circulation et de la sécurité publique.

Section 14: Des immeubles menaçant ruine.

Article 84

Lorsqu'un bâtiment, un mur ou toute autre construction contiguë à l'espace public menace ruine, le Bourgmestre en fait constater l'état.

Article 85

Si le danger est reconnu imminent, le Bourgmestre intimera au propriétaire l'ordre de procéder aux réparations ou à la démolition des constructions menaçant ruine. En cas de refus ou de retard dans l'exécution de cet ordre ou en cas d'absence du propriétaire, les bâtiments en question seront réparés ou démolis aux frais, risques et périls du propriétaire.

Lorsque le danger ne nécessite pas de mesures immédiates, l'état des lieux est dénoncé au propriétaire avec l'ordre de démolir, de réparer ou d'étayer provisoirement les bâtiments dans un délai déterminé.

En cas d'absence du propriétaire du ou des bâtiments et lorsqu'il ne peut être trouvé ou lorsqu'il reste en défaut d'agir, le Bourgmestre fait procéder d'office aux frais, risques et périls du propriétaire à l'exécution des mesures.

Article 86

Les dispositions des articles 84 et 85 sont applicables aussi aux bâtiments non contigus à l'espace public si l'effondrement pouvait menacer la sécurité des personnes.

Section 15 : De l'utilisation des façades d'immeubles

Article 87

Les propriétaires d'un immeuble sont tenus, sans que cela n'entraîne pour eux le moindre dédommagement, d'autoriser sur la façade ou le pignon de leur immeuble, même lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement, et dans ce cas, éventuellement à front de voirie ;

1° la pose d'une plaque indiquant le nom de la rue ;

2° la pose de tous signaux routiers ;

3° la pose de câbles de distribution électrique, de télédistribution, lignes téléphoniques ou fibres optiques ;

4° la pose de dispositifs d'éclairage public ;

5° la pose de miroirs destinés à favoriser la sécurité routière.

Toute personne est tenue d'apposer de manière visible de la voie publique le(s) numéro(s) d'ordre imposé(s) à son immeuble par l'administration communale.

Section 16 : Des mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique.

Article 88

Tout appel au secours abusif ou tout usage abusif d'une borne d'appel ou d'un appareil de signalisation destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit.

Article 89

Les travaux de nature à répandre poussière ou déchets sur les propriétés voisines sur l'espace public tels les sablages de façade, les démolitions, ... ne peuvent être entrepris qu'après avoir pris toutes les mesures appropriées afin de limiter au maximum ces nuisances.

Article 90

Les arbres et les plantations dans les propriétés privées doivent être émondés de manière à ce qu'aucune branche surplombant l'espace public ne constitue une entrave ou gêne à la circulation des piétons et véhicules ou un danger pour ceux-ci. En cas d'entrave, gêne ou danger à la circulation des piétons et véhicules, ces arbres et/ou plantations situés dans des propriétés privées seront émondés aux frais du (ou des) propriétaire(s).

Article 91

Aucune plantation ou clôture ne peut masquer d'aucune manière la signalisation routière quelle que soit la hauteur. Toute plantation ou clôture masquant la signalisation routière sera émondée ou enlevée aux frais du (ou des) propriétaire(s).

Section 17 : Des incendies, inondations ou autres catastrophes

Article 92

Les occupants d'un immeuble dans lequel un incendie, une inondation ou autre catastrophe menace leur sécurité ou celle des riverains doivent :

1. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions du Bourgmestre, des pompiers, agents de la Protection civile, des fonctionnaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre ;
2. permettre l'accès à leur immeuble ;
3. permettre l'utilisation des points d'eau et de tous les moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.

Article 93

Sont interdits sur l'espace public et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Article 94

Il est interdit de dénaturer, de dissimuler ou de laisser dissimuler les signaux d'identification ou de repérage des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Article 95

Les bouches d'incendie, les couvercles ou trapillons fermant les chambres des bouches d'incendie et les puisards doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles.

Section 18 : Objets pouvant nuire par leur chute

Article 96

Le propriétaire d'un immeuble bâti et/ou son occupant et/ou celui qui en a la garde en vertu d'un mandat est tenu de prendre toutes les mesures adéquates afin de munir d'un système de fixation empêchant leur chute les objets déposés, accrochés ou suspendus à une fenêtre ou à toute autre partie extérieure de l'immeuble sur lequel il exerce ses droits.

Article 97

Tout objet placé en contravention à l'article 96 doit être enlevé à la première injonction de la police, faute de quoi il est procédé d'office à son enlèvement par les services communaux, aux frais, risques et périls du contrevenant.

CHAPITRE III: DE LA PROPETE ET DE LA SALUBRITE PUBLIQUE.

Section 1: Dispositions générales.

Article 98

Il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur le lieu public tout objet quelconque (déchets, résidus, gravas, vidanges, papiers, emballages, déjections canines ou autres, etc.) susceptible de compromettre sa propreté, sa salubrité ou sa sûreté.

La même interdiction est applicable aux voies privées, cours ou autres parties d'un immeuble lorsque cette pratique risque de constituer une insalubrité ou une gêne pour le voisinage.

Le dépôt de sacs, conteneurs et objets encombrants ne pourra se faire que conformément aux dispositions applicables sur le territoire communal.

Les dépôts de matériaux sur le lieu public ne pourront se faire que conformément à la section 3 du présent règlement.

Tout contrevenant sera tenu d'obtempérer aux ordres d'enlèvement donnés par les agents de police compétents ainsi que par les agents communaux mandatés par le Collège communal faute de quoi il sera pourvu à l'enlèvement par les soins de la commune aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 99

Il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur tout terrain tout objet quelconque (déchets, résidus, gravats, vidanges, papiers, emballages ou autres, etc.) susceptible de nuire à sa propreté, à sa salubrité ou sa sûreté, sans préjudice des dispositions applicables à l'enlèvement des déchets.

Il en va de même des déjections canines sur tout terrain dont le maître du chien n'est pas propriétaire. Cette disposition n'est pas applicable au malvoyant seul accompagné d'un chien guide.

Tout terrain doit être entretenu autant que nécessaire afin de permettre aux agents compétents ainsi qu'aux agents communaux mandatés par le Collège communal de vérifier le respect de l'interdiction mentionnée ci-dessus.

Le contrevenant, ou si celui-ci n'est pas connu, le propriétaire du terrain, sera tenu d'évacuer les déchets. A défaut, l'évacuation des déchets pourra être fait par la commune et ce, aux frais du contrevenant ou si celui-ci n'est pas connu aux frais du propriétaire du terrain.

Article 100

1. Les matières qui ont été chargées sur des véhicules ne peuvent souiller la voie publique. Les utilisateurs de véhicules veilleront à n'utiliser ceux-ci que lorsqu'ils l'ont soit pourvu d'une benne étanche soit conçus de façon à éviter toute chute d'objet quel qu'ils soient. En cas de trafic des mêmes véhicules (chantier par exemple) l'entrepreneur ou le chauffeur sera tenu de nettoyer les souillures qu'il aura provoquées sur la voie publique, lors de toute réquisition de l'administration et en tout cas, à la fin de chaque journée de travail.
2. Le Collège communal peut autoriser les dépôts de matériaux ou objets quelconques sur la voie publique lorsque ceux-ci ne sont pas évacués le jour même et pour autant qu'ils soient balisés et éclairés et n'empêchent pas la circulation des véhicules ni piétons.
3. Toute personne qui fait charger ou décharger des matériaux ou objets quelconques sur la voie publique est tenue de la nettoyer si elle a été souillée et ce, sans délai après le chargement ou le déchargement.
4. Les personnes appelées à confectionner du mortier ou du béton sur l'espace public doivent assurer la protection du revêtement au moyen d'une tôle ou de tout dispositif analogue : les eaux de nettoyage de la bétonnière ou de l'aire de préparation ne peuvent en aucun cas être conduites dans les avaloirs de la voirie.
5. De même, les souillures occasionnées à la voie publique, lors du stationnement d'un véhicule, ou d'une opération effectuée sur un véhicule à l'occasion notamment d'une panne ou d'un accident, devront être nettoyées immédiatement par le propriétaire ou l'utilisateur du véhicule.

Les personnes tenues d'exécuter les obligations prévues par le présent article sont responsables du dommage qui pourrait résulter de leur négligence (*articles 1382 et suivants du Code Civil*).

Article 101

Il est interdit :

1. d'uriner sur la voie publique, sur toute façade ou édifice quelconques, de jeter sur la voie publique ou d'y laisser s'écouler ou séjourner des eaux ménagères ou provenant d'installations sanitaires (fosses septiques) ou autres produits quelconques, de laisser séjourner dans le caniveau des liquides savonneux ou autres d'où qu'ils proviennent ;
2. de tracer toute inscription, graffiti ou dessin à tout endroit de l'espace public sans en avoir reçu l'autorisation du Bourgmestre ou du propriétaire des lieux, ainsi que de l'endommager par des gravures, incisions ou entailles ;
3. de déposer, de déverser, de jeter ou de laisser s'écouler dans les conduits destinés à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées, ce qui est de nature à les obstruer ;
4. de souiller de quelque façon que ce soit l'eau des fontaines publiques, de s'y baigner ou d'y déposer ou jeter ce qui est de nature à les obstruer ou à nuire à leur fonctionnement ;

5. à toute personne ayant des animaux domestiques sous sa garde de les laisser déposer leurs excréments sur l'espace public ou en tout autre endroit que les espaces sanitaires réservés aux chiens. En cas de non respect de cette interdiction, le propriétaire ou le gardien d'animaux domestiques sera tenu de ramasser les déjections. Par ailleurs, toute personne accompagnée d'un animal domestique doit être munie du matériel nécessaire au ramassage des déjections de l'animal et doit pouvoir le présenter à la première demande des agents de police compétents et des agents communaux mandatés par le Collège communal.
6. de déposer des déchets ou des sacs-poubelles dans les bacs ou corbeilles à papier mis à la disposition du public, à l'exception des menus déchets tels que titres de transport en commun, emballages de cigarettes ou de friandises, etc.
7. d'abandonner, de déposer ou de jeter sur l'espace public, toute substance, nourriture, graines, farine ou autres produits composés pouvant servir de nourriture aux animaux. La même interdiction est applicable aux voies privées, cours ou autres parties d'un immeuble lorsque cette pratique risque de constituer une insalubrité, une gêne pour le voisinage ou d'attirer insectes, vermines et rongeurs.

Article 102

Dans les parties de la commune où il existe un réseau d'égouts ou d'aqueducs, il est interdit de laisser s'écouler sur la voie publique, ainsi que dans les filets d'eau et les fossés, les eaux usées en provenance des propriétés bâties.

Article 103

Le raccordement au réseau d'égouts ou d'aqueducs se fait aux frais des propriétaires concernés aux conditions techniques imposées par la Commune de Rouvroy et sous la surveillance de ses délégués.

Article 104

Les immeubles situés le long d'une voirie qui vient à être équipée d'égouts doivent être raccordés impérativement lors de la réalisation de ces travaux.

Dans l'attente de la réalisation du réseau d'égouts, les immeubles à construire seront équipés d'une fosse septique toutes eaux by passable.

Article 105

Si à la date fixée par le Collège communal pour l'exécution des travaux prescrits ceux-ci n'étaient pas réalisés, il en sera dressé procès-verbal et la Commune de Rouvroy y fera procéder aux frais des propriétaires en retard d'agir. La contravention sera en même temps déférée au Tribunal de Police.

Section 2: De l'enlèvement des immondices.

Article 106

Quiconque dépose sur la voie publique ou à proximité de celle-ci, des déchets destinés à être enlevés par les services de nettoyage, est tenu de les rassembler dans des sacs poubelles en plastic fermés ou des duo-bacs de façon à ce qu'ils ne puissent pas souiller la voie publique.

Article 107

Il est interdit d'ouvrir les contenants se trouvant le long de la voirie, d'en vider le contenu, d'en retirer et/ ou d'en explorer le contenu, à l'exception du service de collecte, du personnel communal et des fonctionnaires de police.

Article 108

Les riverains doivent déposer les déchets devant l'immeuble qu'ils occupent, en respectant l'alignement des propriétés de telle façon que ceux-ci ne gênent pas la circulation et soient parfaitement visibles de la rue.

Article 109

Il est interdit de placer dans des sacs réglementaires ou des duo-bacs autre chose que des déchets et, notamment, tout objet susceptible de blesser ou contaminer le personnel chargé de l'enlèvement des déchets.

Section 3: Du débouchage, du nettoyage et de la réparation des égouts placés sous l'espace public.

Article 110

Le débouchage, le nettoyage ou la réparation des égouts placés sous l'espace public est soumis à autorisation préalable du Bourgmestre.

Section 4 : Des logements mobiles et campements.

Article 111

Il est interdit, sur le territoire de la commune à tout endroit de l'espace public non aménagé à cet effet, de séjourner plus de 24 heures consécutives dans une voiture, un camion, une caravane ou un véhicule aménagé à cet effet, ou de camper, sauf autorisation écrite de l'autorité communale compétente.

Néanmoins, même dans ce cas, le Bourgmestre peut ordonner le départ de ceux d'entre eux qui mettent en danger la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publique ou qui, par leur comportement, sont une source de dérangements pour la population.

La police a, en tout temps, accès aux terrains sur lesquels les roulottes sont autorisées à stationner.

En cas d'infraction aux conditions imposées dans l'autorisation, et indépendamment de peines prévues par le présent règlement, le Bourgmestre peut décider de l'expulsion des contrevenants à leurs frais, risques et périls.

Section 5 : Publicité sur la voie publique.

Article 112

Les tracts d'opinion et philanthropiques ne peuvent être distribués de la main à la main qu'aux passants qui les acceptent. Toute distribution à la volée est interdite.

Les documents visés à l'alinéa précédent doivent obligatoirement porter, d'une manière apparente, la mention « *ne peut être jeté sur la voie publique, sous peine de contravention* ».

Les imprimés publicitaires toutes boîtes doivent obligatoirement être glissés dans les boîtes aux lettres. Il est interdit de les déposer sur le seuil des habitations ou de les accrocher aux saillies ou éléments de quincaillerie tels que clenches ou poignées de portes, structures en fer forgé, etc.

Il est en outre interdit de déposer ces imprimés dans les boîtes aux lettres des riverains qui signalent expressément leur refus de les recevoir.

Section 6 : Affichage sur la voie publique.

Article 113

Toute affiche doit être apposée sur des panneaux réservés à cet effet.

Article 114

Tout dispositif d'annonce, de publicité ou de signalisation, tel que notamment affiches, autocollants, balisage à la peinture, ou tout autre dispositif, est interdit :

- sur le mobilier urbain, tels que notamment les bacs, poubelles, abris pour voyageurs, luminaires, panneaux de signalisation routiers ;
- sur les arbres et bâtiments publics, quel que soit le mode d'accrochage utilisé.

Le Bourgmestre ou l'autorité qu'il délègue à cette fin peut autoriser des dispositifs d'annonce, de publicité ou de signalisation, ailleurs sur la voie publique.

Section 7 : Pose de panneaux sur l'espace public.

Article 115

Sont admis sur l'espace public, moyennant autorisation préalable du Collège Communal, les panneaux ou calicots annonçant une manifestation occasionnelle et temporaire, d'ordre culturel, charitable, religieux, sportif ou récréatif.

Les panneaux ne pourront porter que des inscriptions en rapport avec la manifestation, à l'exclusion de toute publicité commerciale. Seul le nom du donateur pourrait éventuellement figurer, mais cette mention ne pourrait occuper plus du sixième de la surface du panneau (A.M. 11.10.76 article 1.2).

Article 116

Les panneaux sont placés à au moins 1.50 m du bord de la chaussée ; en dehors des courbes dangereuses ; à au moins 100 m de tout carrefour, à l'exception des chemins de terre, et à au moins 50 m de tout signal routier.

En vertu de l'article 1.2 de l'Arrêté Ministériel du 11.10.76 relatif aux conditions particulières de placement de la signalisation routière, aucun panneau étranger à la signalisation routière ne peut être fixé sur les supports de celle-ci.

Article 117

En vertu de l'article 8.2 du code de la route, les panneaux ne pourront se confondre à distance avec des signaux routiers.

Les panneaux à fond bleu, vert ou jaune - orange sont exclus.
La couleur rouge doit être évitée.

Article 118

Les panneaux ne peuvent être placés plus de 21 jours avant la manifestation et ils doivent être enlevés au plus tard le huitième jour de la fin de son déroulement.

Article 119

Les panneaux doivent être fixés solidement de façon à ne pas risquer de causer une gêne pour les usagers de la route.

Article 120

Les panneaux sont placés sous l'entière responsabilité du demandeur ou de la demanderesse.

Article 121

Il est interdit de donner une luminosité d'un ton rouge ou vert à tous panneaux publicitaires, enseigne ou dispositif se trouvant dans une zone s'étendant jusqu'à 75 mètres d'un signal lumineux de circulation, à une hauteur inférieure à 7 mètres au-dessus du sol.

Article 122

Il est interdit d'établir sur la voie publique des panneaux publicitaires, enseignes ou autres dispositifs qui éblouissent les conducteurs, qui les induisent en erreur, représentent ou imitent même partiellement des signaux routiers, se confondent à distance avec des signaux ou nuisent de toute manière à l'efficacité des panneaux réglementaires.

Article 123

Il est interdit de placer des panneaux sur les poteaux d'éclairage numérotés.

Section 8 : De l'entretien des trottoirs.

Article 124

Les riverains, au sens donné à ce terme aux articles 76 et 77 du présent règlement, sont tenus de veiller à ce que le trottoir, s'il venait à être détérioré par leur fait soit, sans délai, remis dans un état tel que la sécurité ou la commodité du passage ne soient plus mises en péril.

Les personnes tenues d'exécuter les obligations prévues par le présent article sont responsables du dommage qui pourrait résulter de leur négligence (*articles 1382 et suivants du Code Civil*).

Section 9 : De la qualité de l'air.

Article 125

Sans préjudice des dispositions prévues par la loi du 28.12.1964 sur la pollution atmosphérique, il est interdit d'incommoder le voisinage par des fumées, odeurs ou émanations quelconques ainsi que par des poussières ou projections de toute nature, notamment à tout endroit de la voie publique ou sur les terrains non bâtis à proximité des habitations.

Section 10 : Substances et préparations nuisibles

Article 126

Sans préjudice des dispositions légales, décrétales et réglementaires relatives à la matière, il est interdit d'abandonner, de jeter ou déverser à l'égout ou en quelque endroit que ce soit, des substances et préparations qui mettraient en péril de quelque façon que ce soit, la sécurité, l'hygiène et la santé publiques soit :

- a) en émettant des radiations nocives ;
- b) en protégeant des exhalaisons toxiques ;
- c) en engendrant un mélange explosif.

Section 11 : Détention d'animaux domestiques

Article 127

Sans préjudice des dispositions légales, décrétales et réglementaires relatives notamment à l'exploitation d'établissements classés, les écuries, étables et en général tous lieux où l'on garde des poules, pigeons, chèvres, moutons et autres animaux domestiques doivent être maintenus dans un état de propreté correct.

Article 128

En cas de danger, d'épidémie ou d'épizootie et sans préjudice d'autres dispositions légales, le propriétaire de l'immeuble infesté ou infecté et/ou son occupant et/ou son gardien en vertu d'un mandat est tenu de procéder à tous travaux de nettoyage, désinfection ou destruction de parasites, sur rapport du médecin ou du vétérinaire requis par la commune.

A défaut, la Commune de Rouvroy procède aux mesures d'office aux frais, risques et périls du défaillant.

Section 12 : Des camps de vacances.

Sous-section 1 : De l'agrément

Article 129

Nul ne peut mettre à disposition des bâtiments, parties de bâtiments ou terrains pour l'établissement de camps de vacances sans avoir obtenu préalablement l'agrément du Collège communal pour chaque bâtiment ou terrain concerné.

Article 130

L'agrément délivrée par le Collège communal pour une durée de trois ans fixera le nombre maximal de participants à un camp pour chaque terrain ou bâtiment et en attestera la conformité du bâtiment ou terrain comme camp de vacances aux conditions visées aux articles 131 et 132.

Article 131

Dans le cas d'hébergement dans un bâtiment ou partie de celui-ci, le bâtiment doit répondre aux normes requises en matière de prévention contre l'incendie ; le service de prévention d'incendie compétent attestera la conformité du bâtiment. En outre, des équipements nécessaires à une hygiène convenable doivent être mis en nombre suffisant à disposition des vacanciers.

Article 132

Le terrain destiné au bivouac ne peut se situer dans un rayon de 100 mètres par rapport à un captage d'eau potable. En outre, nonobstant les dispositions du Code forestier et du Code rural, tout bivouac est interdit dans les forêts, à moins de cent mètres de celles-ci et dans les zones classées Net R comme zones naturelles au plan de secteur.

Sous-section 2 : Des obligations du bailleur

Article 133

Pour l'application de cette sous-section, on entend par bailleur la personne qui, en étant propriétaire ou preneur à bail, met un bâtiment, une partie de bâtiment ou un terrain à la disposition d'un groupe de vacanciers, que ce soit à titre gratuit ou onéreux.

Article 134

Le bailleur est tenu de conclure avec une personne majeure responsable agissant solidairement au nom du groupe un contrat de location et de souscrire avant le début du camp et pour toute la durée de celui-ci une assurance en responsabilité civile pour le bâtiment ou le terrain concerné.

Article 135

Le bailleur veillera à ce que l'enlèvement des déchets et l'évacuation des eaux usées se fasse de manière à prévenir toute pollution, notamment en veillant, solidairement avec le locataire en cas de défaillance de celui-ci à ce que les déchets soient conditionnés selon les principes du présent règlement et des dispositions applicables sur le territoire communal ayant trait à la collecte des déchets ménagers et assimilés et d'éviter en tout temps leur dispersion et à ce que les WC non reliés au réseau public d'égouts soient vidés dans une fosse d'une capacité suffisante pour en recueillir le contenu et être recouverte d'une couche de 50 cm au moins de terre.

Article 136

Le bailleur communiquera à la police locale et aux services d'incendie avant le début du camp l'emplacement de celui-ci, les dates, le nombre de participants et le nom du responsable du groupe.

Article 137

Un règlement de camp sera dressé par le bailleur et remis au locataire au moment de la signature du contrat de location et comportera au moins les données relatives aux points suivants :

- a) le nombre maximal de participants tel que fixé dans l'agrément
- b) l'alimentation en eau potable et les installations sanitaires
- c) la nature et la situation des moyens de lutte contre l'incendie
- d) la nature et la situation des installations culinaires
- e) les endroits où peuvent être allumés des feux (à plus de 100 mètres des habitations)
- f) les prescriptions en matière d'emplacement, de conditionnement, de transport et d'élimination des déchets solides et liquides
- g) les prescriptions relatives à l'usage des appareils électriques, installations au gaz et moyens de chauffage
- h) les prescriptions en matière d'installation, nettoyage, enlèvement, vidange des wc, fosses, feuillées ;
- i) les modalités d'utilisation d'un téléphone situé dans les environs immédiats du camp ;
- j) l'adresse et le numéro de téléphone des services suivants : service 100, médecins, hôpitaux, police et gendarmerie, parc à conteneurs, Cantonnement et garde forestier du triage concerné.

Sous-section 3 : Des obligations du locataire.

Article 138

Pour l'application de cette sous-section, on entend par locataire le(s) responsable(s), personnel(s) majeure(s) qui, solidairement au nom du groupe de jeunes, passe(nt) un accord avec le bailleur concernant la mise à disposition du bâtiment/ terrain et /ou est/ sont responsables pendant la durée du camp de jeunes.

Article 139

Le locataire est tenu de contacter le garde forestier du triage concerné avant l'organisation d'activités dans les bois soumis au régime forestier, de manière à connaître les zones de plantations ou d'exploitation forestière, les jours de chasse, les zones d'accès libre ou d'intérêt biologique...

Article 140

Au moins un mois avant le début du camp et pour le 1^{er} mai au plus tard pour les camps d'été, le locataire est tenu d'obtenir du chef de cantonnement de la D.G.R.N.E., via le garde forestier du triage concerné, l'autorisation d'utiliser les aires forestières dans les bois soumis au régime forestier et ceci à quelque fin que ce soit : ramassage de bois morts, feux, constructions, jeux diurnes ou nocturnes...

Article 141

Le locataire est responsable du respect du présent Règlement Général de Police sur le site du camp par le groupe qu'il représente et notamment en ce qui concerne la lutte contre le bruit, la protection de l'environnement et le ramassage des immondices. Il veillera à ce que les fosses ou feuillées soient recouvertes d'au moins 50 cm de terre au plus tard le jour de la fin du camp.

Article 142

Le locataire veillera à ce que tous les risques et dangers liés au camp soient couverts de façon adéquate par une assurance en responsabilité civile. Il veillera en outre à la bonne extinction des feux.

Article 143

Lors de leurs déplacements hors du camp, les enfants de moins de 10 ans porteront une carte de signalement indiquant leur identité ainsi que l'emplacement du camp dans lequel ils séjournent. Lorsque le camp concerne des enfants, ils ne peuvent se trouver au camp sans la présence d'un adulte responsable.

CHAPITRE IV : DE LA TRANQUILLITE PUBLIQUE

Section 1: De la lutte contre le bruit.

Article 144

Sont interdits, tous bruits ou tapages diurnes ou tapages produits entre le coucher et le lever du soleil de nature à troubler la tranquillité des habitants, lorsque ces bruits ou tapages sont causés sans nécessité et sciemment ou dus à un défaut de prévoyance ou de précaution, qu'ils soient le fait personnel de leurs auteurs ou qu'ils résultent d'appareils en leur détention ou d'animaux attachés à leur garde.

Article 145

L'installation et l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou autres appareils sonores sont interdits sur la voie publique ou en bordure de celle-ci sauf autorisation écrite du Bourgmestre.

Article 146

Les organisateurs de réunions publiques ou privées, sont tenus de veiller à ce que le bruit produit n'incommode pas les habitants du voisinage. A cette fin, après 22 heures, les portes et fenêtres extérieures de ces établissements où sont tenues ces réunions seront maintenues fermées.

Article 147

Tout bal ou concert public organisé en un lieu clos et couvert privé ou public doit faire l'objet d'une déclaration écrite de la part de l'organisateur de la manifestation au Bourgmestre trente jours calendrier avant la date prévue.

Cette obligation ne vise pas les établissements tels les dancings ou discothèques ayant fait l'objet d'un permis d'environnement pour ce type d'activité.

Article 148

L'usage des tondeuses à gazon, tronçonneuses et scies circulaires ou autres engins bruyants, est interdit les dimanches, et la semaine entre 22 heures et 07 heures. Cette interdiction ne vise pas l'usage de machines agricoles dans l'exercice de la profession de cultivateur.

Article 149

Tout système d'alarme ne peut inutilement incommoder le voisinage. Le propriétaire d'un véhicule ou d'un immeuble dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais. Lorsque le propriétaire ne se manifeste pas dans les 30 minutes du déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 150

§1. Les dispositions du présent article sont applicables aux établissements habituellement accessibles au public, même si celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions.

§2. Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, tout bruit fait face à l'intérieur des établissements accessibles au public ne pourra, tant de jour que de nuit, dépasser le niveau de bruit ambiant à la rue s'il est audible sur la voie publique. Le niveau sonore devra respecter les normes acoustiques prévues par l'arrêté royal du 24 février 1977.

§3. Il est interdit aux exploitants des établissements accessibles au public, cafetiers, cabaretiers, restaurateurs, tenanciers de salle de danse et généralement ceux qui vendent en détail du vin, de la bière ou toute autre boisson de verrouiller leur établissement aussi longtemps que s'y trouvent un ou plusieurs clients.

§4. Lorsque, après deux atteintes portées à la tranquillité publique et au repos des habitants, constatées par des rapports de police ou par tout autre agent compétent, le bruit produit à l'intérieur d'un établissement accessible au public où l'on débite des boissons fermentées ou non, continue à troubler le repos des habitants, la police pourra faire évacuer et fermer l'établissement et le Collège communal pourra par arrêté ordonner à l'exploitant de le faire évacuer et de le fermer quotidiennement à 22 heures au plus tard et de ne pas le rouvrir avant le lendemain à 7 heures, ce durant une période de 30 jours.

En cas de récidive, dans les 12 mois, l'autorité communale pourra prendre un arrêté ordonnant une fermeture complète durant 1 à 30 jours.

Les dispositions du présent paragraphe seront portées à la connaissance du contrevenant lors de la constatation des deux premières infractions.

Section 2: Des concerts, bals et autres manifestation musicales, publiques, en plein air.

Article 151

Les concerts, bals et autres manifestations musicales, publiques, en plein air avec ou sans chapiteau doivent faire l'objet d'une demande écrite préalable d'autorisation adressée au Bourgmestre au moins un mois avant la date de la manifestation.

Article 152

L'organisation de toute manifestation publique visée à l'article 151 respectera les conditions suivantes :

§1. La demande d'autorisation prévue à l'article 151 mentionnera l'identité du responsable de l'organisation, le(s) lieux et la (les) dates de celle-ci, la dénomination et l'identité du responsable de l'orchestre ou du groupe d'animation prévu pour la soirée, ainsi que l'heure de fermeture de la manifestation qui aura été préalablement fixée en concertation avec le Bourgmestre.

§2. L'organisateur est tenu de prévoir des personnes responsables ou un service agréé pour assurer la sécurité de la manifestation.

§3. L'éventuel droit d'entrée sera perçu jusqu'à la fin de la soirée. L'heure de fermeture sera préalablement annoncée aux personnes arrivant sur le tard.

§4. Sauf dérogation ponctuelle accordée par le Collège communal, les boissons seront obligatoirement servies dans des gobelets en matière plastique, tout récipient en verre étant prohibé. Lorsque les boissons seront servies en échange de tickets, la vente de ces derniers devra être arrêtée une demi-heure avant l'heure de fermeture. En dehors de cette hypothèse, la vente de boissons sera arrêtée un quart d'heure avant l'heure de fermeture.

§5. Le niveau sonore de la manifestation devra respecter les normes acoustiques prévues par l'arrêté royal du 24 février 1977. A la requête des autorités ou des forces de police, l'émission sonore sera baissée ou coupée, si elles le jugent nécessaire notamment si le niveau sonore est dépassé ou si le maintien de l'ordre ou de la tranquillité publique l'exige.

§6. Un accès à la manifestation et une aire de manœuvre d'une superficie suffisante devra rester libre pendant toute la durée pour les services de secours ou les forces de l'ordre. Cet endroit sera délimité par les organisateurs sur instructions des forces de l'ordre et/ou de secours.

§7. Les sorties de secours seront clairement indiquées. L'organisateur prendra toutes les mesures afin que leur accès soit dégagé et reste aisément accessible pendant toute la durée de la manifestation.

§8. L'organisateur déposera entre les mains du receveur communal une caution dont le montant sera fixé par l'autorité communale compétente.

Article 153

L'autorisation visée à l'article 151 pourra être refusée dans les cas suivants :

1. si l'organisation ne présente pas les garanties nécessaires pour assurer le bon déroulement de la manifestation ;
2. si à l'occasion d'une autorisation accordée antérieurement le même organisateur n'a pas respecté les conditions lui imposées ou n'a pas respecté l'heure de fermeture fixée préalablement ;
3. si le groupe d'animation prévu à l'occasion de la manifestation a fait l'objet d'un rapport défavorable du commissaire de police ou de son remplaçant quant à la façon d'animer et particulièrement par le niveau sonore exagéré dont ledit groupe aurait fait usage à une ou plusieurs soirées antérieures.

Section 3 : Fêtes et divertissements – Tirs d'armes.

Article 154

Les fêtes et divertissements accessibles au public tels que bals, soirées dansantes, soirées techno, rave parties, exhibitions, concours, compétitions, cirques, spectacles pyrotechniques, grands feux, etc ..., ne peuvent avoir lieu en quelque endroit que ce soit sans autorisation préalable et écrite de l'autorité communale compétente demandée au moins 30 jours avant l'événement si la manifestation a lieu en plein air ou sans déclaration préalable effectuée au moins un mois à l'avance si la manifestation se déroule dans un lieu clos et couvert.

Cette autorisation sera toujours subordonnée à la conformité des lieux et des installations en matière d'agrément, de secours urgent et de sécurité incendie, ainsi qu'à la couverture par une assurance de la responsabilité civile des organisateurs et au dépôt d'une caution entre les mains du receveur communal dont le montant sera fixé par l'autorité communale compétente.

Article 155

Sans préjudice des dispositions légales, décrétales et réglementaires relatives à la matière, il est défendu, sans autorisation préalable et écrite du Bourgmestre, de tirer des feux de joie, des feux d'artifice, des coups de fusil, de pistolet, de revolver et d'autres armes à feu ou de se servir d'autres engins dangereux pour soi-même ou pour autrui, pour les biens et pour les animaux, tels que fusils, revolvers à air comprimé, sarbacanes, frondes ou armes de jet, de faire éclater des pétards ou autres pièces d'artifice et, sur la voie publique, de circuler avec torches ou falots allumés.

L'interdiction précitée ne vise pas les exercices de tir organisés dans les stands autorisés ou loges foraines, soumis aux dispositions du règlement général sur la protection du travail et sur le bien-être au travail ou à des règlements particuliers ainsi que l'usage de pétards et pièces d'artifices la nuit des réveillons de Noël et de Nouvel An entre 22 heures et 2 heures.

Article 156

Sans préjudice des dispositions relatives à la législation sur les explosifs, il est défendu, sur la voie publique ou dans les établissements publics, d'exposer en vente, de détenir et de distribuer des pétards ou des pièces d'artifice, sauf autorisation préalable et écrite du Bourgmestre.

La demande doit être adressée au Bourgmestre au moins un mois avant la date prévue.

Section 4 : Mendicité – Sonneries aux portes.

Article 157

§1 Les personnes se livrant sur le territoire communal à toute forme de mendicité, même sous le couvert de l'offre non professionnelle d'un service quelconque, ne peuvent troubler l'ordre public, ni compromettre la sécurité, la tranquillité ou la salubrité publiques.

§2 Il leur est interdit de harceler les passants ou les automobilistes et de sonner ou frapper aux portes pour importuner les habitants.

Article 158

Il est interdit de jeter des confettis et des serpentins sur la voie publique, sauf les jours de carnaval ou de kermesse particulière où ce type d'activité festive est dûment autorisé préalablement par l'autorité communale.

Article 159

Il est interdit, en tout temps, d'utiliser sur la voie et dans les lieux publics des bombes aérosols ou sprays de couleur ou assimilés.

Section 5 : Squares – Parcs – Jardins publics – Aires de jeux – Etangs – Propriétés non boisées – Immeubles communaux.

Article 160

§1 Dans les endroits visés par la présente section, le public doit se conformer aux :

1. prescriptions ou interdictions, contenues dans les règlements particuliers d'ordre intérieur et/ou portées à sa connaissance par les avis ou pictogrammes y établis ;
2. injonctions faites par les gardiens, surveillants et généralement par toute personne dûment habilitée en vue de faire observer les prescriptions ou interdictions énoncées ainsi que celles figurant à cet article ou dans des règlements particuliers. Toute personne refusant d'obtempérer peut être expulsée des lieux.

§2. L'accès aux propriétés communales est interdit par tout autre endroit que l'entrée régulière.

§3. Aux mêmes endroits, toute personne qui se conduit d'une manière contraire à l'ordre et à la tranquillité publique est rappelée à l'ordre et, si elle persiste à causer du scandale ou du désordre, elle est expulsée provisoirement par le gardien, le surveillant et/ou généralement par toute personne dûment habilitée. L'entrée peut lui être défendue définitivement ou peut ne lui être autorisée que sous conditions sur décision de l'autorité compétente, sans préjudice des peines prévues par le présent règlement.

Article 161

§1 Dans les endroits visés par la présente section, il est défendu en outre :

1. de dégrader ou abîmer les pelouses et talus, de franchir et forcer les clôtures et grillages, de dégrader les massifs, de prendre des oiseaux ou de détruire les nids, de jeter quoi que ce soit dans les bassins, étangs et plans d'eau ou d'y pêcher sans autorisation de l'autorité compétente ;
2. de faire des marques, entailles ou dégradations aux arbres ou au mobilier urbain ;
3. de secouer les arbres et arbustes et d'y grimper, ainsi que d'arracher, d'écraser ou de couper les plantes et les fleurs ;
4. d'allumer les feux ;
5. de se coucher sur les bancs publics ;
6. de laisser les enfants sans surveillance ;
7. de circuler dans les endroits où l'interdiction est indiquée par des écriteaux ;
8. de camper ou de pique-niquer sauf aux endroits autorisés. Après usage, les lieux doivent être remis par l'utilisateur dans leur état premier et en bon état de propreté ;
9. de se conduire d'une manière contraire à l'ordre et à la tranquillité publiques ;
10. de se baigner dans les fontaines et étangs publics ;
La disposition ci-dessus n'est pas applicable aux endroits spécialement aménagés par la Commune de Rouvroy à cet effet.
11. d'en souiller le contenu par l'apport de matières quelconques ;
12. de jouer, patiner ou circuler sur les cours d'eau, étangs, lorsqu'ils sont gelés ;
13. d'introduire un animal quelconque dans les plaines de jeux, cimetières et les cours de récréation des écoles ;
14. Ces interdictions ne visent pas le personnel d'entretien des lieux visés ;

§2. Dans les propriétés communales accessibles au public, les jeux de l'enfance ne sont autorisés, aux endroits qui y sont affectés, que sous la surveillance d'un adulte responsable. La nature des jeux de l'enfance doit être conforme aux aménagements spécifiques mis à disposition du public.

Section 6 : Immeubles, locaux et endroits accessibles au public

Article 162

§1. Les exploitants d'établissements qui sont habituellement accessibles au public, même lorsque celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions, sont tenus de se conformer aux recommandations et directives du Service Régional d'Incendie.

Aussi longtemps que ces recommandations et directives ne sont pas respectées, les exploitants ne peuvent admettre le public dans leur établissement.

§2. Les organisateurs de fêtes et divertissements qui ont lieu dans des établissements ou endroits non habituellement accessibles au public pour ce genre d'activités, doivent demander une autorisation préalable et écrite au Bourgmestre au moins un mois avant la manifestation.

§3. Il est interdit d'introduire un animal quelconque dans les établissements accessibles au public où l'accès lui est interdit soit par un règlement intérieur affiché à l'entrée, soit par des écriteaux ou pictogrammes.

CHAPITRE V : DU RESPECT DES PERSONNES ET DE LA PROPRIETE

Section 1 : Du respect des personnes

Article 163

Il est interdit de commettre des voies de fait ou des violences légères contre une personne.

Article 164

Il est interdit d'insulter ou d'injurier publiquement une personne.

Article 165

Il est interdit de jeter même par imprudence sur une personne une chose quelconque pouvant l'incommoder ou la souiller.

Section 2: Du respect des biens publics.

Article 166

Il est défendu de détruire, détériorer, d'endommager ou de souiller volontairement les bâtiments, monuments et objets d'utilité publique ou servant à la décoration publique tels que statues, sculptures, vasques, réverbères, horloges, fontaines, bornes, poubelles, bancs, abris bus, etc ...Il est également défendu de réaliser, sans autorisation, des graffiti sur des biens mobiliers ou immobiliers d'autrui.

Article 167

Il est défendu de détruire, détériorer, d'endommager ou de souiller volontairement ou rendre inutilisables tous appareils automatiques placés sur la voie publique tels que guichets et distributeurs automatiques, horodateurs, automates de paiement, toilettes publiques, etc ... ; par l'introduction de toute matière ou objets autres que les jetons, pièces de monnaie, billets de banque, cartes de paiement, etc ... dûment conformes à leur usage.

Section 3 : Du respect des biens privés.

Article 168

Il est défendu de détruire, détériorer, d'endommager, de dégrader ou de souiller volontairement ou par défaut de prévoyance ou de précaution les propriétés mobilières et immobilières d'autrui. Il est également défendu de réaliser, sans autorisation, des graffiti sur des biens mobiliers ou immobiliers d'autrui.

Article 169

Il est interdit de dégrader des clôtures urbaines ou rurales, de quelques matériaux qu'elles soient faites ou de faire périr une haie vive.

Article 170

Il est interdit de faire ou laisser passer son bétail sur le terrain d'autrui sans son accord préalable, que ce passage soit volontaire ou le résultat d'un défaut de garde du bétail tel que le mauvais état des clôtures.

CHAPITRE VI : DES ACTIVITES AMBULANTES

Article 171

Il est interdit d'installer les véhicules, autres que les attractions foraines, y compris les logements mobiles ailleurs qu'aux emplacements désignés par l'administration.

Les véhicules placés en infraction avec la présente disposition devront être déplacés à la première injonction de la police, faute de quoi il y sera procédé par les soins de l'administration aux frais, risques et périls du contrevenant

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Section 1 : De la circulation dans les complexes culturels et sportifs communaux.

Article 172

Les visiteurs des complexes culturels et sportifs communaux ne peuvent circuler et stationner leur véhicule en dehors des endroits prévus ; en outre, la circulation y est limitée aux déplacements strictement nécessaires au parcage, chargement ou déchargement.

Article 173

Sans préjudice des injonctions effectuées par un membre d'un service de police, les visiteurs sont tenus d'obtempérer aux instructions qui leur seraient données par un préposé du complexe.

Section 2 : De la circulation dans les cimetières.

Article 174

Il est interdit à tous les véhicules de pénétrer et de circuler dans les allées des cimetières de la Commune de Rouvroy, sauf autorisation écrite et préalable délivrée par le Bourgmestre ou son délégué.

Article 175

Tout conducteur sera responsable des dégâts qu'il pourrait occasionner, tant dans les allées qu'aux monuments funéraires et tenu de le réparer endéans les 48 heures de la notification des dégâts, faute de quoi, il y sera pourvu d'office et à ses frais. Ces frais seront récupérés à sa charge, le cas échéant comme en matière d'impôts.

Article 176

L'interdiction prévue à l'article 174 ne s'applique pas aux véhicules destinés aux transports funèbres, aux services de secours, aux services communaux et aux entreprises y effectuant des ouvrages dans les limites de la nécessité.

Section 3 : De la circulation en forêts.

Article 177

En forêt, sauf autorisation du Bourgmestre, il est interdit :

1. d'utiliser des véhicules automoteurs en dehors des voiries pourvues d'un revêtement asphaltique ;
Cette interdiction ne concerne pas les véhicules du service nécessaires à la gestion et à l'exploitation de la forêt et à l'exploitation agricole ;
2. de perturber le milieu naturel par des bruits exagérés et inutiles ;
3. d'abandonner des déchets de toutes natures.

CHAPITRE VIII : SANCTIONS.

Article 178

Les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies d'une amende administrative de 250 euro maximum.

Article 179

Les amendes administratives appliquées aux mineurs de plus de seize ans ne pourront excéder 125 euro.

Article 180

Une procédure de médiation pourra être appliquée par le fonctionnaire sanctionnateur pour les contrevenants majeurs. Elle est obligatoire pour les mineurs de plus de seize ans.

Article 181

Les amendes administratives prescrites par le présent règlement sont doublées en cas de récidive dans les douze mois de l'imposition d'une amende administrative, sans qu'elles puissent jamais excéder la somme de 250 euro.

Article 182

Le Collège communal pourra en cas de récidive dans les douze mois d'une amende administrative prononcer la suspension administrative pour une durée de huit jours à un mois ou le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la Commune de Rouvroy en vertu du présent règlement ou la fermeture administrative d'un établissement à titre précaire ou définitif.

Article 183

Le montant des sanctions administratives prononcées par le Collège communal, prescrit à l'article 178 du présent règlement, peut être doublé en cas de récidive dans les douze mois suivant l'imposition de la sanction et triplée en cas de deuxième récidive dans les douze mois suivant l'imposition de la deuxième sanction.

CHAPITRE IX : COMPORTEMENTS AUTREFOIS VISES PAR LE TITRE X DU CODE PENAL ET PAR L'ARRETE-LOI DU 29 décembre 1945 PORTANT INTERDICTION DES INSCRIPTIONS SUR LA VOIE PUBLIQUE

Article 184

Seront punis d'une amende administrative de maximum 250 euro :

1. Ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages dans les communes où ce soin est mis à la charge des habitants ;
2. Ceux qui, sans nécessité, ou sans permission de l'autorité compétente, auront embarrassé les rues, les places ou toutes autres parties de la voie publique, soit en y laissant des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques, soit en y creusant des excavations ;
3. Ceux qui auront laissé divaguer des animaux malfaisants ou féroces étant sous leur garde ;
4. Ceux qui, sans en avoir le droit, seront entrés sur le terrain d'autrui et y auront passé ou fait passer leurs chiens dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyaux, de raisins ou autres produits mûrs ou voisins de la maturité ;
5. Ceux qui auront fait ou laissé passer des bestiaux, animaux de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, dans le temps où ce terrain était chargé de récoltes ;
6. Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard. Seront, en outre, saisis et confisqués, les tables, instruments, appareils des jeux ou des loteries, ainsi que les enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs ;
7. Ceux qui auront jeté des pierres ou d'autres corps durs, ou d'autres objets pouvant souiller ou dégrader, contre les maisons, édifices et clôtures d'autrui, ou dans les jardins et enclos ;
8. Ceux qui, dans les lieux dont ils sont propriétaires, locataires, fermiers, usufruitiers ou usagers, auront méchamment tué ou gravement blessé, au préjudice d'autrui, un animal domestique autre que ceux mentionnés à l'article 538 du code pénal (Quiconque aura empoisonné des chevaux ou autres bêtes de voiture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs);
9. Ceux qui auront dérobé des récoltes ou autres productions utiles de la terre, qui n'étaient pas encore détachées du sol.
10. Ceux qui auront causé la mort ou la blessure grave des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation d'animaux malfaisants ou féroces, ou par la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture;

11. Ceux qui, par imprévoyance ou défaut de précaution, auront involontairement causé les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes, ou par le jet de corps durs ou de substances quelconques;
12. Ceux qui auront méchamment enlevé ou déchiré les affiches légitimement apposées;
13. Ceux qui, dans les lieux appartenant au domaine public, de l'Etat, des province ou des communes, auront enlevé des gazons, fleurs, terres, pierres, ou matériaux, sans y être dûment autorisés;
14. Les gens qui font métier de deviner et de pronostiquer ou d'expliquer les songes. Seront saisis et confisqués les instruments, ustensiles et costumes servant ou destinés à l'exercice du métier de devin, pronostiqueur ou interprète des songes;
15. Ceux qui auront apposé des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales et photographiques, des tracts et des papillons sur la voie publique et sur les arbres, plantations, panneaux, pignons, façades, murs, clôtures, supports, poteaux, bornes, ouvrages d'art, monuments et autres objets qui la bordent ou sont situés à proximité immédiate de la voie publique à des endroits autres que ceux déterminés pour les affichages par les autorités communales ou autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance, pour autant que le propriétaire ait également marqué son accord préalable par écrit.

CHAPITRE X : DISPOSITIONS FINALES

Article 185

Sont abrogées toutes les dispositions des règlements antérieurs qui seraient contraires aux prescriptions du présent règlement.

Article 186

Le présent règlement général de police entre en vigueur le 01 janvier 2008.

PAR LE CONSEIL :

La Secrétaire Communale,
(s) M. NAHANT

Le Président,
(s) S. HERBEUVAL

Pour extrait conforme :

La Secrétaire Communale,
(s) M. NAHANT

Le Bourgmestre,
(s) S. HERBEUVAL